

Le Ministre

Paris, le 6 9 NOV. 2019

Monsieur le Ministre, Cher Heiko,

Au nom de tous mes compatriotes, je souhaite partager l'émotion qui est la mienne en ce trentième anniversaire de la chute du Mur de Berlin. Ce jour-là, la résilience, le courage et l'aspiration à la liberté a fini par prévaloir sur l'enfermement totalitaire. C'est donc un message de joie et de fierté d'un Européen à un autre que je t'adresse. C'est également un message d'admiration et d'humilité, quand je songe aux centaines d'Allemands de l'Est qui ont été assassinés par leur propre gouvernement en tentant de quitter la RDA pour retrouver la liberté et fuir leur propre pays et ce qu'il était devenu dans l'empire soviétique.

Il y a un an, des dirigeants venus du monde entier étaient à Paris pour commémorer la fin de la première guerre mondiale. Malheureusement, l'armistice de 1918 n'a marqué la fin du déchirement de l'Europe – et encore, seulement d'une partie d'entre elle – que pour une très brève période. A l'inverse, cette année, avec le trentième anniversaire de la chute du rideau de fer, nous célébrons la réunification durable de l'Europe.

Cette réunification a connu de nombreuses vicissitudes. L'idée d'un avenir fleurissant, d'une convergence inéluctable, s'est heurtée à la réalité. Les déceptions et les frustrations – politiques et économiques – existent. Nous devons reconnaître notre part dans cette situation, par exemple lorsque nous avons pu croire que l'accès à notre prospérité suffisait à répondre aux attentes. Nous aurions dû comprendre plus vite cette situation. Dès 1991, la guerre en ex-Yougoslavie, entre autres, montrait l'incertitude, les fragilités et la violence du monde nouveau, y compris en Europe.

En ne le faisant pas, nous nous sommes exposés à certains des problèmes auxquels nous nous heurtons depuis, tant en Europe centrale et orientale où les frustrations expliquent certaines évolutions politiques, qu'en Europe occidentale, où le populisme et le nationalisme existent. Pour ma part, même si je crois que l'Europe doit se réformer, je n'ai pas la nostalgie d'une Europe à douze ou à six.

Je ne crois pas non plus que contre la concurrence des mémoires instrumentalisées par nos adversaires, il faille opposer une mémoire unique et univoque. L'Europe, au contraire, doit être le lieu des mémoires partagées à la fois différentes et harmonieuses. Quand il évoquait la « tragédie de l'Europe centrale » en 1983, Milan Kundera ne parlait pas seulement de la domination soviétique. Il regrettait surtout que l'Europe centrale n'existe plus dans les yeux de l'Ouest que comme une partie de l'Empire soviétique. Les différences politiques, pas plus aujourd'hui qu'hier, ne doivent effacer ce qui nous unit, notre communauté de destin et de principes universels hérités des Lumières.

... / ...

Son Excellence
Monsieur Heiko MAAS
Ministre fédéral des Affaires étrangères
REPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

Je te rejoins donc lorsque tu écrivais, dans *Le Monde* du 2 novembre, que la réunification de l'Europe était encore inachevée, et qu'il nous faut encore travailler pour « construire une Europe qui réponde aux valeurs et aux rêves de ceux qui sont descendus dans la rue en 1989 ». Les espoirs de cette année de « tournant » ont pour une part été déçus. Mais si ces déceptions doivent marquer la fin de notre naïveté, elles ne doivent en revanche pas marquer la fin de nos espoirs. C'est là notre responsabilité.

Je te rejoins encore sur l'idée que « l'étroite concertation franco-allemande a un rôle spécifique à jouer à cet égard ». C'est le sens de notre travail ensemble, dans une démarche qui vaut d'ailleurs au-delà de l'Europe. Ce n'est pas un hasard si c'est avec toi que nous portons l'Alliance pour le multilatéralisme, dans un effort pour défendre l'idée d'un ordre international fondé sur la coopération et les règles, pour le renouveler et pour l'étendre à des domaines où la gouvernance reste insuffisante. Mais cette concertation franco-allemande ne doit pas être exclusive. Il importe de continuer à écouter et de parler avec l'ensemble de nos partenaires si nous voulons avancer ensemble, et entraîner au-delà de l'Europe.

Cet anniversaire constitue un tournant pour tous les Européens.

D'abord parce que, avant de tomber, le Mur s'était lézardé grâce au courage de milliers d'autres citoyens. Aujourd'hui, nous célébrons le courage des dizaines de milliers d'Allemands de l'Est qui manifestaient pacifiquement en cet automne 1989. Mais on ne peut pas saluer leur mémoire sans penser aux ouvriers des chantiers navals de Gdansk et aux membres de Solidarnosc, aux dissidents tchèques de la Charte 77, aux citoyens hongrois et tchèques qui au péril de leur vie avaient cherché à défendre leur liberté et leur dignité face à l'avancée des chars soviétiques en 1956 et en 1968, à cette immense chaîne humaine des citoyens de nos partenaires baltes qui fin août 1989 ont marqué leurs aspirations à la Liberté, et à tant d'autres, connus et inconnus – comme à ceux qui, à l'Ouest, leur apportaient un soutien.

Ensuite parce que, après la Chute du Mur, c'est tout l'Est de l'Europe qui a retrouvé la liberté. Avec le recul, nous savons aujourd'hui, contrairement à ceux qui vivaient ce moment exceptionnel, que c'était un processus qui était en marche, un processus qui aboutirait à la fin du Pacte de Varsovie et à la fin de l'Union soviétique. La clairvoyance des dirigeants soviétiques de l'époque, et en particulier de M. Gorbatchev, doit être aussi saluée, tout comme le rôle irremplaçable des dirigeants américains, pour permettre et accompagner cette réunification pacifique. Je sais ce que la réunification du continent européen doit à nos alliés américains, des Etats-Unis et du Canada.

L'an prochain, c'est encore un autre anniversaire que nous célébrerons, celui de la Charte de Paris, qui en 1990 a repris les principes d'Helsinki. Ces principes ont joué, on le sait, leur rôle dans l'effondrement du rideau de fer. Car, comme l'a écrit l'historienne Mary Elise Sarotte en paraphrasant Ernest Hemingway, le Mur est tombé progressivement avant de tomber d'un coup. Parmi ces principes censés régir les relations mutuelles des Etats participants, figuraient le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Ce qui a été semé en 1975 a fini par germer à la fin de la décennie suivante, tant 1989 est une leçon sur la résilience et le courage des individus et des sociétés – et je le dis sans vouloir exonérer, au contraire, les responsabilités des gouvernements.

... / ...

En 1914, comme en 1939, quand l'Europe se déchirait, elle emportait le monde entier avec elle. Au moment où le risque de nouveaux déchirements du monde, y compris violents, risquent de nous emporter tous, notre réunification est un atout. Il est d'autant plus important que l'Europe veille à sa cohésion, non pas parce que son unité suffirait à la préserver, mais parce qu'elle est la condition indispensable pour garantir notre capacité à agir, à peser sur des événements qui sinon, décideront – sans nous et malgré nous – de notre destin commun.



Jean-Yves LE DRIAN